

Cote du document: EB 2019/LOT/G.9
Date: 27 novembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de don au titre du guichet régional

Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel

en consortium avec

**l'Institut international de recherche sur les
politiques alimentaires, un centre de
recherche du CGIAR, pour le**

**Projet Agriculture familiale, marchés
régionaux et couloirs commerciaux
transfrontaliers dans le Sahel**

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Lisandro Martin
Directeur
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2388
courriel: lisandro.martin@ifad.org

Benoit Thierry
Directeur du pôle/Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2234
courriel: b.thierry@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 24.

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Bien que le Sahel connaisse une croissance économique rapide, il y subsiste de nombreuses menaces pour la sécurité alimentaire. Dans cette région, la prévalence de la sous-alimentation est passée, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de 10,4% en 2010 à 15,1% en 2017. Cette situation résulte de l'augmentation des inégalités, de la rapide croissance démographique, de la faible productivité agricole, de l'insécurité et d'une insuffisante intégration commerciale au niveau régional.
2. Même avec le programme de libéralisation des échanges mis en œuvre par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui a supprimé les obstacles tarifaires aux échanges de produits agricoles et de produits alimentaires locaux, il existe encore des obstacles aux échanges intrarégionaux qui freinent les mouvements depuis les zones de production vers les zones de demande. Une intégration commerciale accrue peut être réalisée par plusieurs moyens: i) application des politiques, lois et règlements de la CEDEAO et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) relatifs à la libre circulation des personnes et des biens; ii) élimination du harcèlement routier; iii) développement d'itinéraires interconnectés pour les transports routiers et maritimes; iv) utilisation accrue des technologies de l'information et des communications.
3. La première prémisse sous-jacente à ce projet financé par un don est que la promotion des échanges intrarégionaux de produits agricoles stimulera la croissance régionale, réduira la pauvreté et améliorera la sécurité alimentaire dans la région.
4. La seconde prémisse sous-jacente se rapporte aux statistiques commerciales, qui constituent un élément conséquent de la politique économique concernant les échanges, l'appui aux revenus dans les zones rurales, et la sécurité alimentaire. Des données commerciales fiables sont particulièrement importantes dans le contexte africain, compte tenu de la Déclaration de Malabo, qui plaide en faveur d'un triplement des échanges agricoles intrarégionaux d'ici à 2025. Ces données fournissent aussi des informations essentielles pour les bilans alimentaires, ce qui est essentiel au vu des statistiques faisant apparaître une détérioration de la sécurité alimentaire à l'intérieur de l'Afrique de l'Ouest.
5. Il existe toutefois un large consensus concernant la médiocre qualité des statistiques sur les échanges des produits agricoles et alimentaires en Afrique de l'Ouest. Ce manque de données de qualité élevée peut être attribué à la faiblesse des systèmes de collecte des données et à la présence de flux d'échanges informels. Dans ce contexte, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) offre le seul mécanisme durable de suivi des flux transfrontaliers de produits agropastoraux.
6. Le projet ainsi proposé intègre les efforts déployés par des institutions et des acteurs régionaux pour concrétiser la libéralisation des échanges, conformément au traité sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Il contribuera aussi à la mise en œuvre des politiques commerciales et agricoles de la CEDEAO et de l'UEMOA.

7. Le projet est conforme au but et aux objectifs énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons adoptée en 2015¹.
8. Le bénéficiaire a été choisi au moyen d'un processus concurrentiel, conformément à la Politique du FIDA en matière de dons et aux procédures de financement par des dons, sur la base d'un appel à propositions, et a été approuvé par le Directeur de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre.

II. Le projet proposé

9. Le but d'ensemble du projet est d'accroître la sécurité alimentaire, la croissance économique et la résilience, tout en réduisant la pauvreté dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest grâce à un marché commun intégré. Les objectifs sont les suivants: i) contribuer à une meilleure connaissance des échanges de produits agricoles et alimentaires en Afrique de l'Ouest; ii) garantir des progrès en matière de libre circulation des produits agricoles dans la région; iii) contribuer à la formulation et à la mise en œuvre de politiques et de stratégies régionales pour la promotion des échanges de produits agricoles et alimentaires.
10. Les 17 pays ciblés incluent tous les pays du G5 Sahel et tous les autres membres de la CEDEAO dans les bassins de production de l'Ouest, de l'Est et du Centre: Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo. La réduction des coûts de transaction permettra un meilleur partage des marges, avec pour résultat des prix plus élevés pour les producteurs et plus faibles pour les consommateurs, y compris les acteurs privés participant à la transformation. Outre les transporteurs et les négociants, les producteurs agricoles participant aux marchés et les consommateurs de tous les pays cibles figurent parmi les bénéficiaires potentiels du projet. Les acteurs institutionnels bénéficieront aussi du projet grâce au renforcement de leurs capacités et à une meilleure connaissance des marchés. On estime à 750 000 le nombre de bénéficiaires directs du projet durant les trois années de son exécution.
11. Le projet est lié à l'approche régionale du FIDA au Sahel, et contribue à la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale grâce au renforcement des capacités et à la concertation sur les politiques. Il contribue en particulier au quatrième pilier: renforcer les organisations des agriculteurs familiaux et améliorer leurs capacités de générer des connaissances, de représenter les exploitants et de fournir des services inclusifs dans le continuum urbain-rural.
12. Le projet vise aussi à déterminer où se situent les principaux goulets d'étranglement en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de produire des données ventilées. Ces données comprendront des estimations: du gaspillage et des pertes alimentaires durant le transport des produits agricoles; de la mesure dans laquelle les processus bureaucratiques et les politiques commerciales inadéquates pèsent sur les revenus des agriculteurs et les prix des produits alimentaires. Le projet est également aligné sur le Plan d'action du FIDA en matière de nutrition et sur les objectifs conjoints établis pour le Sahel par les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, en cherchant à améliorer l'accès aux produits alimentaires (grâce à de meilleurs échanges régionaux) par une constante concertation sur les politiques, un leadership local et national, et une approche multiacteur en coopération avec la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM).
13. Le projet sera exécuté sur une période de trois ans et comprendra les composantes suivantes: i) activités opérationnelles et porteuses au niveau du terrain; ii) concertation sur les politiques, coordination et gestion des savoirs; iii) gestion du projet.

¹ Voir EB 2015/114/R.2/Rev.1.

14. L'attention se portera sur les liaisons entre les activités financées par le don et les possibilités d'investissement du FIDA, la participation du secteur privé, l'innovation et l'accès numérique au marché pour les petits exploitants agricoles. Le projet intégrera les résultats d'une recherche menée par le FIDA et mettant l'accent sur les filières au Burkina Faso. Il établira aussi une liaison avec le Projet d'appui au développement agricole et à l'accès au marché (PADAAM) au Bénin, qui a adopté une approche filières concernant le riz, le maïs et le manioc afin d'améliorer la sécurité alimentaire, de réduire les importations de produits alimentaires, d'accroître l'ajout de valeur et de renforcer la compétitivité des produits sur les marchés national et régional. Il est en outre aligné sur le Projet visant l'agriculture familiale, la résilience et les marchés en Guinée, et sur le Projet d'appui à l'insertion des jeunes agripreneurs (Agrijeunes Tekki Ndawñi) au Sénégal.
15. Ce projet est lié au Programme de développement des filières au Nigeria, dont l'un des objectifs est d'accroître l'accès au marché pour les petits exploitants agricoles et les petits et moyens transformateurs de produits agricoles. Le bénéficiaire a également signé, avec le Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder au Niger, un mémorandum d'accord portant sur l'intégration régionale par les échanges, et conduit actuellement des activités visant à faciliter le commerce transfrontalier. Durant l'exécution, l'équipe de projet établira une liaison avec les équipes d'autres projets du FIDA dans la région. Les discussions et les échanges avec d'autres projets d'investissement du FIDA contribueront à générer des synergies et à multiplier les avantages des activités appuyées par ce don.
16. Ce projet entend promouvoir trois innovations: i) un nouveau système numérique de collecte de données commerciales par des organisations commerciales nationales; ii) une plateforme électronique (web et mobile) pour le suivi des données commerciales, et des offres d'achat ou de vente; iii) une plateforme numérique régionale pour connecter les agriculteurs (web et mobile). Cette dernière établira un lien entre les agriculteurs; reliera les agriculteurs, les consommateurs et le secteur privé pour améliorer la productivité et la commercialisation; mettra les technologies agricoles numériques à la disposition des petits exploitants agricoles.

III. Effets/produits escomptés

17. Les effets attendus de ce projet sont les suivants: i) réduction des obstacles aux échanges commerciaux transfrontaliers grâce à l'élimination ou à la réduction du harcèlement routier le long des couloirs commerciaux; ii) simplification des procédures douanières et amélioration de la concertation nationale sur la qualité de l'infrastructure, et élimination des goulets d'étranglement limitant l'accès des ménages ruraux aux produits alimentaires; iii) amélioration de l'accès au marché et revenus accrus pour les agriculteurs; iv) baisse des prix pour les consommateurs – facteur essentiel pour la sécurité alimentaire.
18. Parmi les produits escomptés figurent:
 - la mise à la disposition du public de nouvelles données sur les échanges intrarégionaux de produits agricoles et alimentaires, la diminution du harcèlement routier le long des couloirs commerciaux, et des pertes alimentaires minimales durant le transport dans la région cible;
 - l'organisation par le CILSS d'un atelier qui proposera des amendements aux procédures douanières de la CEDEAO et de l'UEMOA;
 - l'organisation, à la lumière des conclusions du projet, de deux conférences régionales sur les questions concernant les échanges régionaux;

- l'organisation d'un atelier réunissant des responsables des gouvernements nationaux et des communautés économiques régionales consacré à la concertation régionale sur les politiques et les stratégies commerciales;
- une documentation détaillée des formalités administratives et des goulets d'étranglement compliquant les processus bureaucratiques relatifs aux échanges régionaux;
- un document présentant un inventaire des politiques et des instruments en matière d'échanges aux niveaux national et régional, et décrivant les progrès et les obstacles à la mise en œuvre de politiques efficaces pour la promotion des échanges régionaux de produits agricoles et alimentaires;
- une estimation des coûts entraînés par les processus bureaucratiques dans les échanges de produits agricoles, leur consommation et leur production en Afrique de l'Ouest;
- une estimation de l'impact de la ZLECAf sur les échanges de produits agricoles, leur consommation et leur production en Afrique de l'Ouest;
- un document qui recense les textes officiels qui ne sont plus adaptés au contexte actuel des échanges, et dont l'application pose des problèmes aux contrôleurs et aux commerçants;
- une traduction de tous les textes officiels décrivant les procédures douanières en anglais, arabe, dioula, foulani, français, haoussa, portugais et yorouba.

IV. Modalités d'exécution

19. Ce projet sera exécuté par un consortium composé:
 - i) du CILSS, bénéficiaire direct du don;
 - ii) de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), l'un des centres de recherche du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR).
20. **Comité de pilotage et supervision stratégique:** un comité de pilotage supervisera le projet et formulera des recommandations concernant l'exécution et l'orientation stratégique. Ce comité sera composé de représentants des parties prenantes au projet: CEDEAO, G5 Sahel, UEMOA, CILSS, Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), FAO, PAM et autres partenaires le cas échéant. Les exécutants d'autres programmes régionaux concernant les échanges, ainsi que des parties prenantes supplémentaires, pourront être invités aux réunions du comité de pilotage. Celui-ci se réunira deux fois par an, et le FIDA y siègera en qualité d'observateur.
21. **Exécution du projet:** le CILSS sera le partenaire direct responsable de l'exécution. En tant que bénéficiaire du don, c'est au CILSS qu'il appartiendra, en dernier recours, d'assurer le contrôle financier et de veiller à l'obtention des résultats du programme. L'IFPRI et l'Association ouest-africaine du commerce transfrontalier des produits alimentaires, agro-sylvo-pastoraux et halieutiques (AOTAH) seront chargés de superviser l'exécution technique des activités du projet sur la base des accords signés avec le CILSS. Un accord subsidiaire qui sera signé entre le CILSS et l'IFPRI (et approuvé par le FIDA) permettra à l'IFPRI de recevoir des fonds du CILSS. L'IFPRI rendra compte au CILSS conformément aux règles et procédures du FIDA et du CILSS. Les activités exécutées par les membres de l'AOTAH seront directement financées par le CILSS.
22. Les procédures relatives à la présentation de l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

V. Coût et financement indicatifs du projet

23. Le coût total du projet, soit 4,5 millions d'USD, sera financé en partie par un don du FIDA de 3,5 millions d'USD. Un cofinancement de 1 million d'USD sera apporté par le CILSS et l'IFPRI (tant en espèces qu'en nature), la Banque mondiale, l'USAID, la FAO et le PAM (contributions en espèces). D'autres partenaires potentiels, y compris la Banque islamique de développement, ont fait part de leur intérêt, ouvrant des possibilités d'une nouvelle expansion du projet.

Tableau 1

Coût par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

| <i>Composante</i> | <i>FIDA</i> | <i>Bénéficiaires (CILSS/ IFPRI)</i> | <i>Cofinanceurs (USAID, Banque mondiale, FAO/PAM)</i> | <i>Total</i> |
|---|----------------|---|---|----------------|
| | <i>Montant</i> | <i>Montant</i> | <i>Montant</i> | <i>Montant</i> |
| Composante 1: Activités opérationnelles et porteuses au niveau du terrain | 2 132,5 | 432,0 | 374,2 | 2 938,7 |
| Composante 2: Concertation sur les politiques, coordination et gestion des savoirs au niveau institutionnel | 684,3 | 63,0 | 12,00 | 867,3 |
| Composante 3: Gestion du projet | 683,2 | 10,8 | 0 | 694,0 |
| Total | 3 500,0 | 505,8 | 494,2 | 4 500,0 |

Tableau 2

Coût par catégorie de dépenses et par source de financement (en milliers d'USD)

| <i>Catégorie de dépenses</i> | <i>FIDA</i> | <i>Bénéficiaires (CILSS/ IFPRI)</i> | <i>Cofinanceurs (USAID, Banque mondiale, FAO/PAM)</i> | <i>Total</i> |
|-------------------------------|----------------|---|---|----------------|
| | <i>Montant</i> | <i>Montant</i> | <i>Montant</i> | <i>Montant</i> |
| Services de consultants | 131 | 11 | 43 | 185 |
| Équipement et matériel | 84 | 10 | - | 94 |
| Biens, services et intrants | 1 620 | 342 | 303 | 2 265 |
| Formation | 105 | - | 19 | 124 |
| Frais de voyage et indemnités | 406 | - | 62 | 468 |
| Ateliers | 153 | - | 45 | 198 |
| Salaires et indemnités | 813 | 60 | 20 | 893 |
| Frais généraux | 188 | 83 | 2 | 273 |
| Total | 3 500 | 506 | 494 | 4 500 |

VI. Recommandation

24. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, afin de financer en partie le Projet Agriculture familiale, marchés régionaux et couloirs commerciaux transfrontaliers dans le Sahel, accordera un don de trois millions cinq cent mille dollars des États-Unis (3 500 000 USD) au Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) pour une période de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Results-based logical framework

| Family Farming, Regional Markets and Cross border Trade corridors (FARM-TRAC) in the Sahel and West Africa, Logical Framework Matrix | | | |
|--|---|--|--|
| Narrative Summary | Indicators and Targets | Means of Verification | Important Assumptions |
| Overall Goal – Broader Objectives | | | |
| Enhanced Food Security, Economic Growth, Resilience, and Poverty Reduction in the Sahel and West Africa through Integrated Common Market | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Increased regional growth rates ▪ Lower incidences of regional poverty ▪ Increased regional integration ▪ Improved food security throughout the region | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Government data ▪ Baseline and evaluation surveys ▪ Mid-term review ▪ Final evaluation ▪ Periodic progress reports | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A relatively stable economic and political landscape ▪ Manageable natural and other disasters ▪ Low or decreased levels of conflict in West Africa region ▪ Continued commitment and momentum towards regional integration ▪ Credible regional and national commitment to economic reforms ▪ Committed local partners, institutions, and CSOs ▪ Engaged private sector community |
| Project Purpose – Intermediate Objectives | | | |
| To Increase the Volume and Value of Intra-regional Trade in Agricultural Products | <ul style="list-style-type: none"> ▪ % change in value of intra-regional trade in targeted agricultural commodities (cereals and livestock) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Data from partner organizations ▪ Baseline and evaluation surveys ▪ Mid-term review ▪ Final evaluation ▪ Periodic progress reports | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A relatively stable economic and political landscape ▪ Low or decreased levels of conflict in West Africa region ▪ Continued commitment and momentum towards regional integration ▪ Committed local partners, institutions, and CSOs ▪ Engaged private sector community ▪ Strong and tight coordination among development partners in trade facilitation |

| ▪ Outcomes | | | | |
|--|--|--|---|---|
| 2. Simplified customs procedures and improved national dialogue on the quality of infrastructure and on existing bottlenecks in rural households' access to food | 1. Reduced cross-border trade barriers, in particular by eliminating or reducing road harassment along trade corridors | <ul style="list-style-type: none"> ▪ % reduction in cost to trade across borders ▪ % reduction in time to trade across borders | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Data from partner organizations ▪ Baseline and evaluation surveys ▪ Mid-term review ▪ Final evaluation ▪ Periodic progress reports ▪ Focus group discussions | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A relatively stable economic and political landscape ▪ Low or decreased levels of conflict in West Africa region ▪ Continued commitment and momentum towards regional integration ▪ Committed local partners, institutions, and CSOs ▪ Strong and tight coordination among development partners in trade facilitation |
| | | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Level of civic and private sector engagement in regional policy dialogues ▪ % of the economic operators aware of laws regulating regional trade | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Data from partner organizations ▪ Baseline and evaluation surveys ▪ Mid-term review ▪ Final evaluation ▪ Periodic progress reports ▪ Focus group discussions | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A relatively stable economic and political landscape ▪ Low or decreased levels of conflict in West Africa region ▪ Continued commitment and momentum towards regional integration ▪ Committed local partners, institutions, and CSOs ▪ Strong and tight coordination among development partners in trade facilitation |
| | | <ul style="list-style-type: none"> ▪ % increase in country compliance to ETLs and other regional trade protocols | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Data from partner organizations ▪ Baseline and evaluation surveys ▪ Mid-term review ▪ Final evaluation ▪ Periodic progress reports ▪ Focus group discussions | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A relatively stable economic and political landscape ▪ Low or decreased levels of conflict in West Africa region ▪ Continued commitment and momentum towards regional integration ▪ Committed local partners, institutions, and CSOs ▪ Strong and tight coordination among development partners in trade facilitation |
| | | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Stronger adherence to regional trade regimes (e.g., common external tariff and ETLs) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Data from partner organizations ▪ Baseline and evaluation surveys ▪ Mid-term review ▪ Final evaluation ▪ Periodic progress reports ▪ Focus group discussions | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A relatively stable economic and political landscape ▪ Low or decreased levels of conflict in West Africa region ▪ Continued commitment and momentum towards regional integration ▪ Committed local partners, institutions, and CSOs ▪ Strong and tight coordination among development partners in trade facilitation |

| | | | |
|--|---|---|---|
| 3. Improved market access and increasing farmers' incomes and lowering consumer prices, a key element of food security | <ul style="list-style-type: none"> ▪ % reduction in time delays at checkpoints along priority West African trucking corridors reduction in the average rate of bribes paid per 100 km | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Data from partner organizations ▪ Baseline and evaluation surveys ▪ Mid-term review ▪ Final evaluation ▪ Periodic progress reports ▪ Focus group discussions | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A relatively stable economic and political landscape ▪ Low or decreased levels of conflict in West Africa region ▪ Continued commitment and momentum towards regional integration ▪ Committed local partners, institutions, and CSOs ▪ Strong and tight coordination among development partners in trade facilitation |
| Outputs – Accomplishments | | | |
| 1 Access to Reliable/Relevant Information on Cross-border Trade Regularized improved | <ul style="list-style-type: none"> ▪ # of new users of MIS services ▪ Regularity of trade data and reports disseminated | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Data from partner organizations | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A relatively stable economic and political landscape |
| | <ul style="list-style-type: none"> ▪ # of integration and harmonization measures introduced and implemented ▪ Development of database ▪ # of reports and communication material distributed ▪ #of Border Information Centers established ▪ # of advocacy campaigns initiated | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Baseline and evaluation surveys ▪ OCA Assessments ▪ Mid-term review ▪ Final evaluation ▪ Periodic progress reports ▪ Focus group discussions | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Low or decreased levels of conflict in West Africa region ▪ Continued commitment and momentum towards regional integration ▪ Committed local partners, institutions, and CSOs ▪ Strong and tight coordination among development partners in trade facilitation |
| 2.1 Results-oriented Trade Advocacy Agenda Institutionalized | <ul style="list-style-type: none"> ▪ # of tools introduced to track and assist national implementation of regional policies ▪ # of conferences and workshops supported ▪ # of trade policies/regulations distributed ▪ #of diagnostics and studies of trade policies initiated | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Data from partner organizations ▪ Baseline and evaluation surveys ▪ Mid-term review ▪ Final evaluation ▪ Periodic progress reports ▪ Focus group discussions | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A relatively stable economic and political landscape ▪ Low or decreased levels of conflict in West Africa region ▪ Continued commitment and momentum towards regional integration ▪ Committed local partners, institutions, and CSOs ▪ Strong and tight coordination among development partners in trade facilitation |

| | | | |
|---|--|---|---|
| <p>2.2 Effective Regional Policies/Strategies Formulated/Implemented</p> | <ul style="list-style-type: none"> ▪ # of policies/regulations/administrative procedures in each of the following stages of development as a results of USG assistance in each case: <ul style="list-style-type: none"> ○ Stage 1: Analyzed ○ Stage 2: Drafted and presented for public/stakeholder consultation ○ Stage 3: Presented for legislation/decrece ○ Stage 4: Passed/approved ○ Stage 5: Passed and for which implementation has begun # of coordination meetings with national counterparts and private sector | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Data from partner organizations ▪ Baseline and evaluation surveys ▪ Mid-term review ▪ Final evaluation ▪ Periodic progress reports ▪ Focus group discussions | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A relatively stable economic and political landscape ▪ Low or decreased levels of conflict in West Africa region ▪ Continued commitment and momentum towards regional integration ▪ Committed local partners, institutions, and CSOs ▪ Strong and tight coordination among development partners in trade facilitation |
| <p>3.Farmers with improved access to market information and knowledge</p> | <ul style="list-style-type: none"> # of persons trained in business management and market rules # of farmers associations and supported # of trainings, conferences, and workshops supported # of specific training material produced # of MIS platforms relating to market knowledge and information improved and rationalized # of consultation meetings on agri-food value chains promoted | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Data from partner organizations ▪ Baseline and evaluation surveys ▪ Mid-term review ▪ Final evaluation ▪ Periodic progress reports Focus group discussions | <ul style="list-style-type: none"> ▪ |